

## ÉVÉNEMENT

# Spectre d'une crise de liquidité sur les banques

Les signes traduisant les difficultés des banques à se refinancer se multiplient.

Krystèle Tachdjian

**E**st-on confronté à une nouvelle crise de liquidité sur les marchés financiers? Les banques européennes sont-elles redevenues réticentes à se prêter de l'argent entre elles comme elles le furent au plus fort de la crise de 2008? Ces questions ont hanté les investisseurs toute la semaine, donnant lieu à un nouveau jeudi noir sur les Bourses mondiales. Vendredi, au terme d'une nouvelle séance boursière erratique, les principales places boursières européennes ont terminé en nette baisse. Le compartiment bancaire de l'indice DJ Stoxx 600 a perdu près de 3 % après une chute de 6,7 % jeudi.

Les signes des difficultés des banques à se refinancer se sont multipliés au cours des derniers jours, les investisseurs craignant ainsi un durcissement des conditions d'accès à l'argent frais.



La composante bancaire du DJ Stoxx 600 a perdu près de 10 % en deux jours.

## LA BCE TEMPÈRE

Vendredi, la BCE (Banque centrale européenne) a fait part de sa préoccupation à travers la voix de son économiste en chef Jürgen Stark, tout en assurant que la situation était moins grave qu'en 2008. «Des banques de certaines régions de la zone euro préfèrent déposer leurs liquidités auprès de la BCE plutôt que de prêter à d'autres banques. Nous prenons ces signaux au sérieux», a-t-il déclaré dans une interview au quotidien «Handelsblatt». Mais, selon lui, la «situation n'est pas comparable à celle de l'automne 2008 après la faillite de Lehman Brothers». En milieu de semaine, la



Des banques de la zone euro préfèrent déposer leurs liquidités auprès de la BCE plutôt que de prêter à d'autres banques.

BCE avait ravivé les doutes des investisseurs en indiquant avoir pour la première fois depuis février accordé un prêt, de 500 millions de dollars pour sept jours, à

une banque européenne, ravivant les doutes des investisseurs même si cette somme peut paraître dérisoire par rapport aux montants qui avaient dû être in-

jectés en 2008.

Jeudi, le «Wall Street Journal» avait mis le feu aux poudres en indiquant que la banque centrale américaine redoutait que les banques européennes, confrontées à des difficultés de financement, ne doivent rapatrier sur le Vieux continent des fonds injectés dans leurs filiales américaines. Les inquiétudes sur la solidité du secteur européen ont également été renforcées par les craintes d'un retour d'une récession aux Etats-Unis, un scénario devenu de plus en plus plausible aux yeux des investisseurs. Plusieurs indicateurs macro-économiques publiés cette semaine sont venus sa-

per leur moral. Le marché immobilier ne parvient pas à redémarrer, le chômage est reparti à la hausse et l'activité manufacturière de la région de Philadelphie s'est effondrée en août faisant craindre le pire pour les usines du pays, véritable moteur de la lente reprise économique amorcée depuis deux ans. De son côté, la Grèce est venue une nouvelle fois semer le doute. Des incertitudes pèsent en effet sur le plan international de sauvetage de la Grèce pour lequel plusieurs pays contributeurs de la zone euro souhaitent qu'Athènes leur offre des garanties comme l'a déjà obtenu la Finlande le 16 août.

Christophe Nijdam, analyste, AlphaValue

«Il y a une crise de la liquidité en dollars»

La crise de liquidité est-elle comparable à celle de 2008?

► On est rentré dans l'irrationalité. En période normale, la liquidité ne causerait pas autant de souci. En fait, on a assisté à un enchaînement d'événements malencontreux qui ont débouché sur une crise de liquidité en dollars. La première étape a eu lieu avec le plan grec du 21 juillet. Après digestion, les marchés ont considéré qu'il était très mauvais car il a ouvert la boîte de Pandore. Du coup, les craintes se sont concentrées sur l'Italie. Les marchés se sont inquiétés des pertes potentielles que les banques pourraient enregistrer sur la dette publique italienne, ce qui a pénalisé les institutions françaises comme BNP Paribas ou Crédit Agricole. Puis, la dégradation de la note des Etats-Unis a constitué un nouvel élément perturbateur. Enfin, on a constaté une défiance de la part des Sicav monétaires américaines vis-à-vis du papier européen. Au 30 juin, les encours des Sicav monétaires américaines s'élevaient à environ 1.570 milliards de dollars. 50 % des actifs de ces Sicav sont investis dans des bons du Trésor américain à court terme, tandis que l'autre moitié correspond à du papier court terme bancaire européen dont 15 % sont liés aux seules banques françaises. Il y a eu un mouvement de prudence qui a conduit les investisseurs, une fois les titres arrivés à échéance, à ne pas renouveler l'intégralité de leur exposition aux banques françaises. Cela peut expliquer en partie les tensions sur la liquidité des banques françaises. Enfin, les mauvaises perspectives économiques américaines et la

probabilité d'un «double dip» (récession en double creux, NDLR) ont constitué un nouveau coup de massue.

La banque centrale américaine s'inquiète de la liquidité des banques européennes aux USA. Ces craintes sont-elles fondées?

► Il semble que la Fed s'intéresse de plus près au «funding» des banques européennes. C'est logique car les banques européennes n'ont aucune source de liquidité provenant des activités de banque de détail aux Etats-Unis mais dépendent uniquement des activités «wholesale» (ressources de marché). En terme de liquidité, mesurée par le futur Liquidity Coverage Ratio envisagé par Bâle 3, les banques françaises font figure de moins bons élèves en Europe. Elles n'ont pas assez réduit leur activité en dollars. Certaines banques ont diminué la voilure dans les activités de trading aux Etats-Unis, comme Natixis ou Crédit Agricole, mais elles ne l'ont pas fait suffisamment.

Vous plaidez pour l'instauration de ratios de liquidité stricts. La crise renforce-t-elle votre sentiment?

► Aujourd'hui c'est la BCE qui devra encore assurer la liquidité. Il y a une tension très nette, certaines banques sont sur le fil du rasoir. Et il faudra bien songer un jour à mettre en place les ratios de liquidité bâlois, et que les banques s'engagent à les respecter. Il est urgent que les marchés reprennent aussi leurs esprits parce que cette fois-ci, les États ne pourront plus venir à la rescousse des banques, les dettes publiques ayant explosé et les marchés étant de plus en plus réticents à les financer. ■ K.T.

## Le matraquage boursier se poursuit pour Société Générale et Dexia

### FOCUS

Les banques françaises ont de nouveau été attaquées cette semaine, avec pour principale victime SocGen. Dexia et KBC sont toujours en zone de fortes turbulences. Tour d'horizon...

### SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

► **Fragilisée par la Grèce.** La deuxième banque française a vu son cours de Bourse plonger de plus de 14 % cette semaine, ce qui porte à près de 39 % sa dégringolade sur un mois. La valorisation boursière de l'action a ainsi fondu de près de moitié depuis le 1<sup>er</sup> janvier. La banque a tout d'abord été victime de son exposition à la dette publique en Grèce, où le groupe est présent à travers sa filiale bancaire Geniki. La banque a pourtant tenté de rassurer en indiquant qu'elle ne détenait plus de dette publique grecque au-delà de 2020.

► **Victime des rumeurs.** La banque au logo rouge et noir a surtout été la victime ces der-

nières semaines des rumeurs portant sur une dégradation de la note «AAA» de l'Etat français. Les trois agences de rating, Moody's, Standard & Poor's et Fitch, ont pourtant confirmé après coup la signature financière de la France, mais la capacité du pays à rembourser sa dette continue d'inquiéter les marchés. En outre, les craintes de ralentissement économique ont conduit Frédéric Oudéa, le PDG de SocGen, à renoncer à son objectif de 6 milliards d'euros de bénéfice en 2012.

### BNP PARIBAS

► **Craintes sur l'Italie.** Comme sa concurrente Société Générale, BNP Paribas, première banque française et deuxième capitalisation bancaire de la zone euro, a fait les frais des craintes entourant la note de la France. Mais la maison mère de Fortis Banque a aussi été attaquée en raison de son exposition à l'Italie, où elle est très présente à travers sa banque BNL (Banca Nazionale de

Lavoro). Au total, les banques françaises sont exposées à hauteur de 410 milliards d'euros à l'Italie, suivies par les banques allemandes avec une exposition de 165 milliards. L'action BNPP a chuté de 12 % cette semaine.

### DEXIA

► La banque franco-belge reste l'une des plus fragilisées par son exposition à la dette souveraine en Europe, principalement en Grèce et en Italie. Sur la question du refinancement, Dexia avait alimenté les inquiétudes début juillet après avoir subi une dégradation de sa notation à long terme. La banque a lâché près de 14 % en séance jeudi. L'action est restée stable vendredi. Sur l'ensemble de la semaine, elle a perdu 12 %.

### KBC

► Le titre a perdu 8 % cette semaine. Outre son exposition à la Grèce, le bancassureur flamand est sous pression en raison de l'Irlande à travers KBC Bank Ireland. Le groupe affichait fin décembre une

exposition à la dette souveraine irlandaise de 500 millions d'euros.

### BARCLAYS ET RBS

► Les banques britanniques comme Barclays sont particulièrement chahutées en raison des craintes entourant leur liquidité. RBS (Royal Bank of Scotland) reste quant à elle exposée à la Grèce. Les deux banques ont annoncé ces dernières semaines des plans de restructuration drastiques.

### UBS ET CREDIT SUISSE

► Sur fond de crainte de récession, les banques suisses ont elles aussi subi de plein fouet les doutes sur leur capacité à se refinancer. Lors du jeudi noir, Credit Suisse a lâché 8,4 % tandis que UBS a perdu 8,35 %. Les deux banques ont indiqué ne pas avoir bénéficié des facilités de crédit de la Réserve fédérale américaine. Celle-ci a pourtant prêté 200 millions de dollars via un contrat de swap, a rapporté la Fed de New York. ■ K.T.

PUBLICITÉ

DÉCOUVREZ OÙ KYOCERA PEUT RÉDUIRE LES COÛTS DANS VOTRE ENTREPRISE DE FAÇON SIGNIFICATIVE. SERVICES DE GESTION DES DOCUMENTS

Les coûts d'impression sont souvent sous-estimés bien qu'ils représentent des montants considérables. Les services de gestion des documents (MDS - Managed Document Services) de KYOCERA, peuvent réduire ces coûts de 30%. En utilisant des outils simples de prix abordables, nous effectuons une analyse approfondie de l'infrastructure d'impression dans votre entreprise. Nous dévoilons les points faibles et nous procédons ensuite à une optimisation sur mesure au niveau du matériel, des logiciels et des processus. Et nous veillons, par une gestion continue, à ce que cette infrastructure reste parfaitement opérationnelle et soit corrigée si nécessaire. Pour un rendement maximum, l'offre MDS peut être combinée avec nos appareils ECOSYS et TASKalfa, fiables et durables, qui assurent une productivité élevée et une qualité d'impression supérieure. \*Source : Photizo Group

KYOCERA. COMPTEZ SUR NOUS.

THE NEW VALUE FRONTIER

KYOCERA MITA Belgium - Tel. 02 320 92 70 - www.kyoceramita.be  
KYOCERA MITA Corporation - www.kyoceramita.com

**KYOCERA**